

Recherches sociographiques



Jean-François SIMARD (dir.), *L'œuvre de Camille Laurin. La politique comme instrument de l'innovation sociale*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 235 p. (Chaire Fernand-Dumont sur la culture.)

Ghislain Blais

Volume 53, numéro 2, mai-août 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1012409ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1012409ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Blais, G. (2012). Compte rendu de [Jean-François SIMARD (dir.), *L'œuvre de Camille Laurin. La politique comme instrument de l'innovation sociale*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 235 p. (Chaire Fernand-Dumont sur la culture.)]. *Recherches sociographiques*, 53(2), 467–468.
<https://doi.org/10.7202/1012409ar>

COMPTES RENDUS

Jean-François SIMARD (dir.), *L'œuvre de Camille Laurin. La politique comme instrument de l'innovation sociale*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 235 p. (Chaire Fernand-Dumont sur la culture.)

Jean-François Simard est professeur à l'Université du Québec en Outaouais et titulaire de la Chaire Senghor de la francophonie. Auparavant, il a été actif en politique, entre autres à titre de député de 1998 à 2003 et de ministre. Le premier colloque de la Chaire Senghor de la francophonie portait sur la carrière politique du docteur Camille Laurin. Par la suite, Simard a dirigé un collectif qui rassemble les textes des conférences. L'ouvrage n'est pas une biographie. Il distingue la sphère privée de la publique et se concentre sur la seconde. Il s'intéresse à l'œuvre politique, entre 1977 et 1984, avec un accent sur la période préréférendaire.

L'idée principale est de montrer le caractère innovant dans l'action de Camille Laurin. Il y est décrit comme « le porteur de l'innovation sociale », par son action dans la langue, la culture, l'éducation et la science. L'ouvrage explique la participation du ministre Laurin à l'élaboration de plusieurs politiques publiques et présente l'impact de ces actions gouvernementales sur la société québécoise. L'ouvrage présente aussi Camille Laurin, psychanalyste de formation, comme ayant compris à sa façon les causes du « retard québécois ». Le docteur Laurin l'associe au colonialisme et à un manque de contrôle des Québécois sur leur destin collectif. De là, son action politique visait la mise en place d'un « traitement ». Une idée secondaire est aussi présente. Simard considère que les théoriciens de l'administration publique sous-estiment le rôle de l' élu dans l'élaboration des politiques publiques. Pour supporter ce point de vue, l'ouvrage donne des exemples où Camille Laurin détermine la direction à prendre et sait convaincre son entourage d'aller dans ce sens. L'ouvrage participe à la transmission d'une mémoire collective qui se perd lentement, celle du combat des francophones pour assurer la prépondérance de leur langue au Québec. Pour ce faire, l'analyse bénéficie d'une importante mise en contexte. Celle-ci est intéressante, mais éloigne quelques fois du thème principal : Camille Laurin comme porteur d'innovations sociales.

Le travail des auteurs, dirigés par Jean-François Simard, est un bon exemple d'analyse de la carrière d'un politicien pour en faire ressortir la cohérence et le lien avec les convictions personnelles du politicien. C'est une lecture intéressante, qui donne une place à la personne, mais à Simard l'auteur reconnaît une part de subjectivité. Il met lui-même en garde contre l'excès dans ce sens.

Cet ouvrage est particulièrement conseillé à ceux qui s'intéressent aux parlementaires sous l'angle de leur façon de gérer l'État. Peu d'ouvrages québécois se penchent sur cette question et ceux qui le font sont concentrés sur les premiers ministres connus. Les historiens qui cherchent un exemple d'analyse ayant une personne comme « objet d'étude » trouveront une bonne explication méthodologique. Enfin, ceux qui veulent mieux connaître la période préréférendaire et comprendre le débat linguistique québécois trouveront une solide mise en contexte.

Ghislain BLAIS

Ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Ghislain.Blais@mapaq.gouv.qc.ca

John A. DICKINSON et Brian YOUNG, *Brève histoire socio-économique du Québec* (quatrième édition), Québec, Septentrion, 2009, 455 p.

L'ouvrage de J.A. Dickinson et de B. Young dont la première édition est parue en 1988, constitue un apport important à la connaissance du développement socio-économique du Québec. Cette quatrième édition, parue depuis déjà trois ans, s'inscrit bien évidemment dans la lignée des éditions précédentes tout en comportant certains ajouts. Rappelons tout d'abord que le seul fait que les auteurs soient des Canadiens anglais constitue en soi une certaine originalité. En effet, et comme Dickinson et Young le soulignent eux-mêmes, il n'est pas dans l'ordre des choses – ils utilisent le mot « téméraire » pour qualifier l'exercice derrière l'ouvrage – que deux Canadiens anglais s'intéressent à l'histoire socio-économique du Québec et proposent depuis près de 25 ans un ouvrage à l'intention des historiens, qu'ils soient professionnels, en herbe ou amateurs. Avant de nous pencher sur les ajouts et modifications de cette quatrième édition, nous en présenterons les aspects fondamentaux et récurrents.

Comme son titre l'indique, ce livre aborde le développement économique du Québec. Tant les aspects politiques que culturels, démographiques et sociaux y sont traités. Des questions économiques étant présentées, ici, comme la conséquence de l'ensemble des réalités québécoises de 1534 à nos jours. Le regard que posent les auteurs sur cette historiographie québécoise est large, détaillé et s'inscrit dans un travail scientifique de fond. Cela dit, ce regard n'est pas dénué pour autant de toute préférence paradigmatique. En effet, d'entrée de jeu les auteurs mettent de l'avant leur préférence pour une approche que l'on pourrait qualifier de culturaliste et identitaire au détriment d'une perspective misant sur l'américanité du peuple québécois comme l'ont fait ressortir Gérard Bouchard ou encore Yvan Lamonde. Reprenant à leur compte l'approche de Jacques Beauchemin et de Ronald Rudin, Dickinson et Young insistent sur le fait que le Québec s'est développé économiquement et socialement à partir d'institutions qui lui sont propres, d'institutions imprégnées de rapports sociaux spécifiques et au sein desquelles des cultures européennes et autochtones se rencontrent, collaborent ou encore s'affrontent. Ambitieux, les auteurs n'en demeurent pas moins soucieux de situer le Québec dans des espaces spatiotemporels élargis, qu'il s'agisse du Canada, de l'Amérique